

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Première session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 14–16 février 2011

PROGRAMMES DE PAYS

**Point 8 de l'ordre du
jour**

*Pour approbation selon la
procédure d'approbation
tacite*



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.1/2011/8/1
30 décembre 2010
ORIGINAL: ANGLAIS

PROGRAMME DE PAYS BURKINA FASO 200163 (2011-2015)

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation selon la procédure d'approbation tacite.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, ODD*: M. T. Yanga tél.: 066513-2792

Attaché de liaison principal, ODD: M. T. Lecato tél.: 066513-2370

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau régional de Dakar (Afrique de l'Ouest)

RÉSUMÉ

Le Burkina Faso compte 14 millions d'habitants, dont 40 pour cent vivent sous le seuil de pauvreté¹. L'insécurité alimentaire touche 50 pour cent des ménages et augmente dans les zones urbaines². L'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans demeure préoccupant: la prévalence de la malnutrition aiguë globale dépasse les 10 pour cent et celle du retard de croissance avoisine les 30 pour cent³. Les taux de mortalité maternelle et infantile sont parmi les plus élevés au monde. L'analphabétisme est très répandu, notamment chez les femmes, et des inégalités régionales marquées perdurent encore, plus particulièrement pour ce qui est de la scolarisation en primaire.

Afin de réduire l'insécurité alimentaire chronique et d'appuyer les mesures visant à prévenir les catastrophes ainsi que la préparation aux situations d'urgence, le PAM ciblera les zones qui sont le plus exposées à l'insécurité alimentaire, à savoir les régions du Sahel, du Nord et de l'Est. Les composantes du programme de pays 200163 sont les suivantes: i) appui à l'enseignement primaire; ii) appui nutritionnel aux groupes vulnérables; iii) appui à l'économie rurale dans le contexte du changement climatique; iv) renforcement de la chaîne de valeur agricole au moyen d'achats locaux et d'un appui à l'enrichissement et à la transformation des produits alimentaires. Ce programme a été défini en concertation avec le Gouvernement, compte tenu des programmes et des priorités nationaux répertoriés dans la note conceptuelle gouvernementale intitulée "Stratégie de croissance accélérée et de développement durable" pour 2011–2015. Il contribuera à la réalisation des premier et deuxième objectifs du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (2011–2015), qui vise à soutenir une croissance économique favorable aux pauvres et la mise en valeur du capital humain.

Le programme de pays concerne sept objectifs du Millénaire pour le développement et les Objectifs stratégiques 2, 4 et 5 du PAM⁴.

Les transferts monétaires constitueront 20 pour cent de l'aide du PAM. D'après les analyses de marché et l'expérience du PAM se rapportant au projet relatif aux bons mené à titre pilote en 2009–2010, les interventions appuyées par des transferts monétaires devraient, lorsque les conditions du marché sont favorables, avoir un avantage relatif sur les distributions de produits alimentaires. Les transferts monétaires se sont révélés légèrement plus rentables que les transferts de vivres et peuvent être considérés comme plus efficaces à l'heure d'atteindre

¹ Institut national de la statistique et de la démographie. 2006. Recensement général de la population. Ouagadougou.

² Direction générale de la promotion de l'économie rurale. 2008. Évaluation approfondie de la sécurité alimentaire, de la vulnérabilité et de la nutrition. Ouagadougou.

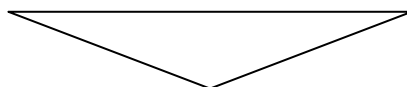
³ Direction nationale de la nutrition. 2009. Enquête nutritionnelle nationale. Ouagadougou. Prévalence constatée par le Centre national de référence pour les statistiques sanitaires.

⁴ Objectif stratégique 2 – Prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets; Objectif stratégique 4 – Réduire la faim chronique et la dénutrition; Objectif stratégique 5 – Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux.

des objectifs tels que l'accroissement de la diversification de l'alimentation. En outre, les interventions en espèces appuient la politique gouvernementale visant à mettre en place une stratégie de protection sociale et à mobiliser le secteur privé.

Le renforcement des capacités nationales dans le domaine de la lutte contre l'insécurité alimentaire et la dénutrition est un élément transversal du programme de pays qui assure le transfert progressif des responsabilités aux autorités locales et nationales. Le budget a été établi à partir d'une estimation des contributions ordinaires et des ressources supplémentaires qui seront réunies par le bureau de pays.

PROJET DE DÉCISION*



Le Conseil approuve selon la procédure d'approbation tacite le programme de pays pour le Burkina Faso 200163 (2011-2015) (WFP/EB.1/2011/8/1), lequel requiert 42 813 tonnes de produits alimentaires pour un coût total pour le PAM de 50,3 millions de dollars.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

ANALYSE DE LA SITUATION

Contexte socio-économique

1. Le Burkina Faso fait partie des pays les moins avancés et compte 14 millions d'habitants¹, dont 77 pour cent demeurent dans des zones rurales et près de la moitié sont âgés de moins de 15 ans. Au classement de l'indice de développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), il occupait en 2009 le 177^e rang sur 182 pays.
2. Même si le taux de pauvreté a légèrement diminué, passant de 43,5 pour cent en 1994 à 43,2 pour cent en 2010⁵, l'objectif du Millénaire pour le développement 1 (réduire l'extrême pauvreté et la faim) ne sera pas atteint. La chute des prix du coton et les crises financière et alimentaire mondiales ont enrayeré le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB), qui est passé de 5,2 pour cent en 2008 à 3,2 pour cent en 2009⁵.
3. L'économie nationale est très peu diversifiée et dépend dans une large mesure du secteur primaire, qui contribue pour un tiers au PIB et génère 80 pour cent des recettes d'exportation. Ce secteur est vulnérable face aux chocs externes, notamment les aléas climatiques.
4. Pour accroître la production agricole, on utilise une plus grande proportion des terres arables disponibles. La productivité stagne, en partie à cause de la difficulté d'accéder aux intrants agricoles. L'agriculture extensive dégrade les sols et épuise les ressources naturelles: d'ici à 2030, le potentiel en matière de cultures sera parvenu à saturation. L'élevage contribue à hauteur de 20 pour cent aux recettes d'exportation et est essentiel à la sécurité alimentaire des ménages, mais ce secteur bénéficie de peu d'investissements. Selon toute probabilité, le changement climatique réduira la disponibilité de l'eau et des pâturages, aggravant ainsi la vulnérabilité des pasteurs et des agriculteurs.
5. De nets progrès ont été réalisés pour ce qui est d'améliorer l'accès à l'eau salubre et de lutter contre le VIH/sida. En 2007, 66 pour cent des ménages ruraux avaient accès à l'eau potable, contre 18 pour cent en 1993⁶. La prévalence du VIH a reculé, passant de 7,2 pour cent en 1997 à 1,6 pour cent en 2008⁷ chez les personnes âgées de 15 à 49 ans, mais elle demeure élevée dans les zones urbaines⁸. On estime à 130 000 le nombre de personnes vivant avec le VIH, et à 100 000 le nombre d'orphelins du sida⁹. Au vu de cette situation, les activités ayant trait au VIH et au sida vont être progressivement intégrées aux secteurs de la santé et de la protection sociale.

⁵ Ministère de l'économie et des finances, 2010.

⁶ Ministère de l'économie et des finances/Organisation des Nations Unies. 2010. Rapport de suivi sur la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement au Burkina Faso. Ouagadougou

⁷ Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida. 2008. Rapport sur l'épidémie mondiale de sida. Genève. Consultable à l'adresse ci-après:

http://www.unaids.org/en/KnowledgeCentre/HIVData/GlobalReport/2008/2008_Global_report.asp

⁸ Quatre pour cent à Ouagadougou et 3,4 pour cent à Bobo-Dioulasso. Conseil national, 2008.

⁹ Programme commun des Nations Unies sur le VIH 2008. Rapport sur l'épidémie mondiale. Genève. Consultable à l'adresse ci-après:

http://www.unaids.org/en/KnowledgeCentre/HIVData/GlobalReport/2008/2008_Global_report.asp

6. Les secteurs sanitaire et éducatif sont loin d'avoir connu de tels progrès. Les taux de mortalité infantile (142 décès pour 1 000 naissances vivantes) et maternelle (307 décès pour 100 000 naissances vivantes) sont toujours parmi les plus élevés au monde¹. Le taux brut de scolarisation en primaire a atteint 74,8 pour cent en 2008/09, mais seuls quatre enfants sur dix achèvent le premier cycle. Si la scolarisation des filles dans le primaire est en hausse, la parité n'est cependant pas encore atteinte¹⁰. La tendance concernant les taux de scolarisation dans le secondaire ne s'est pas améliorée, notamment pour les filles. La qualité de l'éducation et l'efficacité du système sont préoccupantes.

Caractéristiques de l'insécurité alimentaire

7. Avec un taux de 3 pour cent, la croissance démographique annuelle fait peser une plus grande pression sur les ressources naturelles et nuit aux résultats des politiques mises en œuvre pour favoriser le développement économique et réduire la pauvreté. Les effets du changement climatique ont accru le risque qu'inondations et sécheresses se multiplient, compromettant ainsi la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des communautés rurales. Dans les zones sujettes à la sécheresse, la désertification prend rapidement de l'ampleur.
8. La proportion de la population consommant moins que l'apport alimentaire minimum a diminué, passant de 47 pour cent en 2003 à 33 pour cent en 2006⁶, mais il est à craindre que la crise alimentaire de 2008 n'ait enrayé cette tendance. Près de 50 pour cent des ménages sont exposés à l'insécurité alimentaire, principalement dans les zones rurales¹¹. D'après les études menées à Ouagadougou par l'Institut de recherche pour le développement (IRD), l'insécurité alimentaire urbaine est en hausse, du fait de l'urbanisation, des prix élevés des produits alimentaires et du faible pouvoir d'achat des ménages; dans les quartiers les plus pauvres, 90 pour cent des ménages sont exposés à l'insécurité alimentaire¹².
9. Les ménages dépensent plus de 50 pour cent de leurs revenus en produits alimentaires; leur régime est peu varié, ils n'ont pas de réserves de céréales et leurs habitudes alimentaires laissent à désirer¹³. En raison de la crise alimentaire de 2008, les populations ont été contraintes de réduire la quantité de produits alimentaires achetés et d'adopter des mécanismes de survie préjudiciables.
10. Depuis 2007, grâce au travail du Ministère de la santé, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), du PAM et d'organisations non gouvernementales (ONG), l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans et des femmes en âge de procréer s'est amélioré, mais la malnutrition chronique demeure préoccupante: le nombre d'enfants touchés est estimé à 1 million, dont 400 000 souffrent de malnutrition grave. Dans les zones très exposées à l'insécurité alimentaire, la prévalence de la malnutrition chronique chez les

¹⁰ Selon le Ministère de l'enseignement de base et de l'alphabétisation, l'indice de parité pour 2008 était de 0,88.

¹¹ Direction générale de la promotion de l'économie rurale. 2008. Évaluation approfondie de la sécurité alimentaire, de la vulnérabilité et de la nutrition. Ouagadougou.

¹² Institut de recherche pour le développement. 2009. Vulnérabilité alimentaire des ménages urbains. Ouagadougou.

¹³ Direction générale de la promotion de l'économie rurale. 2008. On estime à 51 pour cent la proportion de ménages n'ayant pas un régime alimentaire suffisamment varié et à 40 pour cent la proportion de ceux qui ne disposent pas de réserves de céréales.

enfants de moins de 5 ans dépasse 30 pour cent, le taux de malnutrition aiguë est de 10,7 pour cent, et le taux de malnutrition aiguë grave est de 1,5 pour cent¹⁴.

11. Les déficiences en micronutriments demeurent un grave problème de santé publique: 90 pour cent des enfants âgés de 6 à 59 mois et la moitié des femmes en âge de procréer souffrent d'anémie ou de déficience en vitamine A; 70 pour cent des ménages ruraux n'ont pas accès au sel iodé.
12. Les régions du Sahel, de l'Est et du Nord sont celles qui présentent la plus forte prévalence d'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Si les problèmes diffèrent d'une zone à l'autre, certaines caractéristiques sont toutefois communes à toutes ces régions: déficit céréalier, manque d'activités génératrices de revenus, faible pouvoir d'achat, faibles taux d'allaitement exclusif au sein au cours des six premiers mois de la vie, disponibilité restreinte et utilisation inadéquate des aliments de sevrage, et régime alimentaire peu diversifié. Les marchés sont régulièrement approvisionnés, mais les ménages ne disposent pas du pouvoir d'achat nécessaire pour se procurer des aliments en quantité suffisante.

Politiques gouvernementales touchant la sécurité alimentaire et la pauvreté

13. Entre 1997 et 2007, le montant de l'aide publique au développement a doublé: en 2008, il atteignait 862 millions de dollars É.-U., soit 12,5 pour cent du PIB¹⁵; 50 pour cent du budget du Gouvernement est financé par l'aide internationale.
14. Un important travail a été réalisé afin de renforcer la sécurité alimentaire dans le cadre de la stratégie pour la réduction de la pauvreté. En 2007, le Programme national pour la sécurité alimentaire a été révisé de manière à promouvoir la diversification des cultures ainsi que l'expansion et la disponibilité des produits alimentaires, et à améliorer l'état nutritionnel de la population.
15. En concertation avec des partenaires techniques et financiers, une équipe gouvernementale a récemment achevé l'élaboration du Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique, qui vise à faciliter la mobilisation de fonds et à mettre en œuvre des programmes de renforcement de la croissance agricole et de la sécurité alimentaire grâce au Pacte de partenariat.
16. En 2011, le Gouvernement lancera la Stratégie de croissance accélérée et de développement durable, qui s'appuiera sur une action énergique et constante en faveur du développement social et un développement économique plus volontariste, et mobilisera le secteur privé pour générer davantage de croissance, réduire la pauvreté et promouvoir le développement durable.
17. La Banque mondiale et l'UNICEF ont engagé un dialogue avec le Ministère de l'économie et des finances en vue de la mise en place d'une politique nationale de protection sociale, assortie de filets de sécurité tels que des transferts monétaires, des activités Espèces contre travail et des programmes d'alimentation scolaire. En sa qualité de conseiller, le PAM tire parti de ses compétences en matière de transferts monétaires, de programmes de nutrition et de repas scolaires à grande échelle, ainsi que de partenariat avec les communautés et les organisations de la société civile.

¹⁴ Direction nationale de la nutrition. 2009. Enquête nationale sur la nutrition. Ouagadougou. Prévalence constatée par la Direction générale de l'information et des statistiques sanitaires: 37,3 pour cent dans l'Est, 36,4 pour cent dans le Sahel et 32,7 pour cent dans le Nord.

¹⁵ Direction générale du Plan, 2010.

18. Depuis l'année 2000, le volume de l'aide alimentaire (40 000 tonnes par an) est demeuré stable¹⁶. L'assistance alimentaire du PAM fait une place très importante aux achats locaux, qui sont effectués auprès d'opérateurs commerciaux ou directement auprès d'associations d'agriculteurs.

COOPÉRATION ANTÉRIEURE ET ENSEIGNEMENTS DÉGAGÉS

19. Outre le programme de pays 103990, et afin de faire face à une insécurité alimentaire grave, le PAM a lancé l'opération d'urgence 107730 en 2009, l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 105410 en 2007 et l'IPSR 200054 en 2010.
20. Les membres du Conseil qui se sont rendus sur le terrain en mars 2009 ont pu vérifier que les programmes du PAM ciblaient bien les populations les plus démunies et les plus vulnérables¹⁷, appelant l'attention sur la misère et la dénutrition, notamment chez les femmes et les enfants. La mission a recommandé que le PAM continue de venir en aide aux groupes souffrant de malnutrition et renforce ses partenariats avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'UNICEF et le Fonds international de développement agricole, plus particulièrement pendant la phase de transition des mesures d'urgence au développement.
21. L'évaluation de l'IPSR 105410 a mis en évidence un net recul de la malnutrition aiguë globale. Selon l'étude de l'IRD sur l'effet des distributions de bons alimentaires en milieu urbain dans le cadre de l'opération d'urgence 107730, l'assistance du PAM a eu un effet bénéfique sur les ménages en ce qui concerne l'accès aux produits alimentaires et aux soins de santé¹⁸: 53 pour cent des ménages ciblés ont déclaré consommer des aliments de meilleure qualité, et 87 pour cent ont fait état d'une consommation alimentaire plus importante.
22. D'après les conclusions de l'évaluation à mi-parcours du programme de pays 103990 effectuée en novembre 2008, le programme est conforme aux priorités de développement nationales¹⁹. Le ciblage des zones géographiques et des bénéficiaires a été jugé adéquat, et il existait des mécanismes de suivi et d'évaluation et de renforcement des capacités.
23. Si le programme de pays 103990 avait reçu l'ensemble des financements requis, il aurait pu avoir un impact bien supérieur. En raison d'un déficit budgétaire de 50 pour cent, les activités destinées à lutter contre la malnutrition chronique ont dû être suspendues et la composante concernant la création d'avoirs a dû être amputée.
24. Entre 2006 et 2009, le taux brut de scolarisation a augmenté, passant de 37 à 41 pour cent dans les écoles primaires bénéficiant de l'aide du PAM; la scolarisation des filles est passée de 32 à 39 pour cent. D'après l'évaluation à mi-parcours, les taux de réussite scolaire s'inscrivaient désormais dans la moyenne nationale, et le taux d'achèvement des études primaires était supérieur à celle-ci. Selon une étude conjointe

¹⁶ Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel. 2008. Profil de la sécurité alimentaire du Burkina Faso. Ouagadougou.

¹⁷ WFP/EB.A/2009/15-B.

¹⁸ À l'issue des 12 mois pendant lesquels le PAM a fourni une assistance, la proportion des ménages gravement exposés à l'insécurité alimentaire a reculé, passant de 80 à 65 pour cent; les deux tiers des ménages ont déclaré s'alimenter plus souvent et en plus grande quantité.

¹⁹ Rapport final de l'évaluation à mi-parcours du programme de pays Burkina Faso 103990, février 2009.

PAM/Banque mondiale, grâce à l'alimentation scolaire et aux rations à emporter, la scolarisation a connu une hausse annuelle de 5 à 6 pour cent²⁰.

25. La mission d'évaluation a recommandé dans son rapport que la composante relative à la création d'avoires dans les zones exposées aux catastrophes naturelles soit axée davantage sur la gestion des ressources hydriques et la remise en état des sols. En outre, le renforcement des partenariats avec les organisations favorisant la génération de revenus devait améliorer la durabilité.
26. Durant l'élaboration de la stratégie de pays, il est ressorti des concertations tenues avec les parties prenantes qu'il importait de: i) pérenniser les activités du PAM; ii) redoubler d'efforts en vue de renforcer les capacités; iii) consolider les partenariats avec les départements techniques du Gouvernement, les ONG et les organisations d'agriculteurs. Il conviendrait en outre de renforcer le rôle consultatif du PAM en matière de développement de la protection sociale et d'élaboration de politiques en faveur de la sécurité alimentaire.

ORIENTATION STRATÉGIQUE DU PROGRAMME DE PAYS

27. La stratégie de pays du PAM pour 2011–2015 définit les priorités suivantes: i) renforcer la capacité nationale de surmonter les crises et la résilience des ménages face aux chocs; ii) appuyer la mise en valeur du capital humain au moyen de programmes de protection sociale; iii) renforcer les capacités des petits producteurs de commercialiser et de transformer les produits agricoles.
28. Au vu de ces éléments et des avantages relatifs du PAM au sein du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, quatre composantes ont été élaborées qui ont un effet marqué avéré sur la sécurité alimentaire:
 - i) appui à l'enseignement primaire;
 - ii) appui nutritionnel aux groupes vulnérables;
 - iii) appui à l'économie rurale dans le contexte du changement climatique;
 - iv) renforcement de la chaîne de valeur agricole au moyen d'achats locaux et d'un appui à l'enrichissement et à la transformation des produits alimentaires.
29. Le programme de pays 2001⁶³ contribuera à la réalisation de sept objectifs du Millénaire pour le développement²¹ et des Objectifs stratégiques 2, 4 et 5. Il représente un tournant vers des approches novatrices devant permettre de trouver des solutions durables au problème de la faim, l'accent étant mis sur l'aide aux économies locales et aux structures nationales. Le but est de garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle, notamment pour les femmes et les enfants, sur fond de changement climatique. La prévention des catastrophes et la planification préalable deviennent donc des éléments primordiaux des politiques visant à réduire la pauvreté. Toutes les activités tiennent compte de la politique du PAM en matière de problématique hommes-femmes.

²⁰ PAM/ Banque mondiale. 2008. *Educational and Health Impact of Two School Feeding Schemes: Evidence from a Randomized Trial in Rural Burkina Faso* (Effets de deux dispositifs d'alimentation scolaire sur l'éducation et la santé: éléments de preuve tirés de deux essais randomisés en milieu rural au Burkina Faso). Consultable à l'adresse ci-après:

http://www.agecon.purdue.edu/news/seminarfiles/BurkinaSchoolFeeding_12_01_08.pdf

²¹ 1: réduire l'extrême pauvreté et la faim; 2: assurer l'enseignement primaire pour tous; 3: promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; 4: réduire la mortalité infantile; 5: améliorer la santé maternelle; 6: combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies; 7: Préserver l'environnement.

Composante 1: Appui à l'enseignement primaire

30. Si l'indice de développement humain du Burkina Faso est aussi faible, cela est largement dû au problème de l'éducation. Afin d'appuyer les objectifs gouvernementaux visant à rendre l'enseignement primaire universel d'ici à 2020 et à améliorer l'enseignement, le PAM aidera le Ministère de l'enseignement de base et de l'alphabétisation à renforcer le programme d'alimentation scolaire du Gouvernement.
31. Le PAM fournira des repas enrichis aux enfants des écoles primaires dans les régions les plus exposées à l'insécurité alimentaire ne faisant pas encore partie du programme national et où le taux de scolarisation est nettement inférieur à la moyenne nationale. Les micronutriments fournis par le PAM contribueront à réduire les taux élevés d'anémie et de carence en vitamine A.
32. L'UNICEF, la FAO, le Fonds des Nations Unies pour la population, le PAM, la Banque mondiale et les ONG fourniront conjointement un ensemble de services indispensables afin de créer pour les enfants un environnement propice à l'apprentissage en promouvant l'accès à l'eau salubre, à des installations sanitaires et à une supplémentation en vitamine A, l'éducation nutritionnelle, la sensibilisation au VIH/sida et la préservation de l'environnement. En collaboration avec l'UNICEF, les ONG partenaires fourniront des comprimés vermifuges aux élèves de toutes les écoles bénéficiant de l'aide du PAM.
33. En moyenne, 99 400 enfants dans la région du Sahel, où le taux brut de scolarisation n'atteint que 41 pour cent, recevront chaque année un mélange maïs-soja sous forme de bouillie pour le petit-déjeuner et des repas de midi enrichis avec des micronutriments en poudre.
34. Au cours des deux dernières années du primaire, les écolières ayant un taux d'assiduité d'au moins 80 pour cent recevront une ration mensuelle de 10 kg de céréales à emporter à la maison. Ces rations à emporter incitent les parents à laisser leurs filles à l'école pour qu'elles achèvent le cycle primaire²².
35. Ainsi que le préconise le Ministère de l'enseignement de base et de l'alphabétisation²³, une transition progressive vers une alimentation scolaire axée sur la communauté sera mise en place. Afin de renforcer le programme national d'alimentation scolaire, le PAM renforcera les capacités d'achat, de transport et de gestion des produits alimentaires, de calcul des rations et de suivi et d'évaluation. Le Gouvernement sera encouragé à fournir un appui au programme d'alimentation scolaire du PAM sous forme de contributions en nature ou en espèces.

Composante 2: Appui nutritionnel aux groupes vulnérables

36. Trois types d'interventions sont prévus pour: i) traiter la malnutrition aiguë au moyen d'une supplémentation alimentaire ciblant les enfants de 6 à 59 mois, les femmes enceintes et les mères allaitantes souffrant de malnutrition modérée; ii) réduire la malnutrition chronique au moyen d'une supplémentation alimentaire généralisée ciblant les enfants de 6 à 23 mois; iii) aider les personnes vivant avec le VIH et les orphelins du sida.

²² PAM/Banque mondiale. 2008. *Educational and Health Impact of Two School Feeding Schemes: Evidence from a Randomized Trial in Rural Burkina Faso*. New York.

²³ Au cours de la troisième année, le PAM, en collaboration avec le Ministère de l'enseignement de base et de l'alphabétisation, envisagera de mettre sur pied des cantines externes appuyées par des contributions en nature des communautés.

37. **Supplémentation alimentaire ciblée.** Chaque année, 67 000 personnes — enfants de 6 à 59 mois, femmes enceintes et mères allaitantes — souffrant de malnutrition seront prises en charge dans les centres de soins et par les partenaires communautaires dans les régions du Sahel, du Nord et de l'Est, qui présentent les taux les plus élevés d'insécurité alimentaire et de malnutrition aiguë et chronique. Conformément au protocole nutritionnel national²⁴, l'admission et la sortie des bénéficiaires s'effectueront sur la base de leur état nutritionnel. Cette activité continuera d'appuyer l'approche contractuelle suivie par le Ministère de la santé avec les ONG et sera menée à bien par les agents sanitaires, les ONG et les organisations communautaires. Elle complète le programme de l'UNICEF en matière de nutrition, axé sur la malnutrition aiguë grave.
38. Le programme de supplémentation alimentaire sera exploité pour assurer la prestation de toute une gamme de services de santé et de nutrition en vue de prévenir la malnutrition grave et de réduire le coût économique de la dénutrition. Au niveau communautaire, le PAM appuiera l'éducation nutritionnelle pour promouvoir un bon sevrage et l'utilisation d'aliments enrichis produits localement.
39. **Supplémentation généralisée.** Dans la région du Sahel, où les taux de malnutrition chronique sont élevés et les disponibilités alimentaires rares, en particulier pendant la saison de soudure (juin à août), les enfants âgés de 6 à 23 mois recevront une ration supplémentaire de mélange maïs-soja CSB++²⁵ pendant ces mois pour lutter contre la recrudescence saisonnière de la dénutrition, qui est l'une des causes sous-jacentes de la malnutrition chronique. Cette stratégie est conforme à l'objectif du Ministère de la santé qui vise à étendre la couverture des bénéficiaires au maximum, et qui est déjà appliqué par des ONG dans d'autres régions du pays.
40. Ces interventions nutritionnelles seront transférées de l'IPSR 200054 au programme de pays 200163 en janvier 2012, date à laquelle la prévalence de la malnutrition aiguë globale devrait se situer sous la barre des 10 pour cent. Le PAM fournira un appui technique et institutionnel pour permettre à la Direction nationale de la nutrition d'élaborer un plan d'enrichissement des produits alimentaires, de réviser le protocole national de gestion de la malnutrition et de renforcer le système de surveillance nutritionnelle.
41. **Appui à la lutte contre le VIH/sida.** Dans les quartiers les plus pauvres de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso, où la prévalence du VIH/sida dépasse la moyenne nationale, les patients sous antirétroviraux souffrant de malnutrition recevront une assistance alimentaire pendant six mois, période qui sera renouvelable une fois si les mesures anthropométriques ne font état d'aucune amélioration²⁶. Les orphelins du sida vivant dans des ménages exposés à l'insécurité alimentaire seront pris en charge pendant 12 mois. Les bénéficiaires seront ciblés en collaboration avec le PNUD, qui met en œuvre le Programme d'appui aux communautés et à la société civile, dont le but est de développer des activités génératrices de revenus et de renforcer l'autosuffisance des personnes vivant avec le VIH/sida ou touchées par le virus.

²⁴ Les critères d'admission et de sortie se fonderont sur le rapport poids/taille pour les enfants de 6 à 59 mois, sur la circonférence du bras pour les femmes enceintes, et sur l'indice de masse corporelle pour les mères allaitantes. Les mères de bébés de moins de 6 mois présentant une insuffisance pondérale seront automatiquement admises.

²⁵ Le mélange maïs-soja CSB++ est une formule améliorée et contient du lait en poudre.

²⁶ Les patients sous antirétroviraux présentant un indice de masse corporelle inférieur à 18,5 bénéficieront d'une aide pendant leurs six premiers mois de traitement; les enfants de moins de 5 ans dont la circonférence du bras est égale ou inférieure à 12,5 cm seront également ciblés.

Composante 3: Appui à l'économie rurale dans le contexte du changement climatique

42. Le PAM continuera de soutenir la création d'avoirs productifs modestes destinés à la prévention des catastrophes et à l'atténuation de leurs effets, afin de renforcer les moyens de subsistance des communautés rurales exposées à l'insécurité alimentaire. La pénurie de produits alimentaires et le manque d'activités susceptibles de générer des revenus dans les régions du Sahel, de l'Est et du Nord poussent les populations à migrer vers les zones urbaines ou les mines d'or, ce qui aggrave leur vulnérabilité.
43. Le PAM collaborera avec la FAO dans le cadre de son programme de sécurité alimentaire et avec le Ministère de l'agriculture au titre de son Projet pour l'amélioration de la productivité et de la sécurité alimentaire²⁷ afin d'apporter des ressources complémentaires et appuyer la restauration et la protection de la petite irrigation, la remise en état des sols et le contrôle de l'érosion atténuant ainsi les effets des catastrophes naturelles et permettant aux familles pauvres de disposer de davantage de terres agricoles ou de pâturages et de diversifier leur production.
44. En milieu rural, plusieurs ONG ont mis en œuvre des activités Espèces contre travail qui contribuent efficacement à la protection sociale et à la promotion des économies locales. Les bons d'alimentation et les transferts monétaires sont plus rentables que la distribution de vivres, notamment lorsque le coût du transport intérieur est élevé. Toutefois, les conditions des marchés dans les zones ciblées ne permettent pas de répondre à une forte hausse de la demande: des produits alimentaires sont disponibles toute l'année, mais les prix sont instables et souvent supérieurs à la moyenne nationale. Par ailleurs, le mauvais état des routes, l'inadéquation des transports et le manque d'installations de stockage nuisent à l'activité commerciale.
45. Afin d'éviter des pressions sur le marché et une possible inflation, le PAM procédera, au cours de la saison sèche (entre janvier et avril), à des transferts monétaires et alimentaires en faveur des ménages exposés à l'insécurité alimentaire participant aux activités de mise en valeur d'avoirs productifs et d'avoirs visant à atténuer les effets des catastrophes. Les partenaires coopérants du PAM transféreront des espèces aux bénéficiaires toutes les deux semaines; les contrôleurs du PAM vérifieront les listes de bénéficiaires, les sommes transférées et l'usage qu'il en est fait.
46. Les communautés seront ciblées selon leurs taux d'insécurité alimentaire et en fonction de la présence sur place d'ONG partenaires disposant de capacités techniques suffisantes. Quelque 115 000 personnes recevront une assistance.
47. L'un des grands objectifs est de valoriser le rôle des femmes et d'améliorer leur condition: des activités telles que l'alphabétisation fonctionnelle seront mises en place afin de veiller à ce que les femmes profitent équitablement des avoirs créés.
48. Dans le cadre de la composante 3, et en tant que chef de file du Plan-cadre (2011–2015), le PAM apportera ses compétences spécialisées en matière de prévention des catastrophes et de gestion des interventions.

²⁷ Financé par la Banque mondiale.

Composante 4: Renforcement de la chaîne de valeur agricole au moyen d'achats locaux et d'un appui à l'enrichissement et à la transformation des produits alimentaires

49. Le développement de la petite agriculture et de l'agriculture de subsistance du Burkina Faso a été axé sur l'augmentation de la production, mais pour tirer parti des investissements consacrés au secteur de l'offre, il faut renforcer aussi la demande dans la chaîne de valeur. Le PAM continuera d'acheter des produits alimentaires au niveau local afin de créer des emplois, de développer des moyens de subsistance durables, de renforcer les capacités des organisations de petits exploitants et de créer des complémentarités avec les partenaires; il mettra également ses compétences techniques au service du Projet pour l'amélioration de la productivité et de la sécurité alimentaire en vue de renforcer les capacités commerciales des petits agriculteurs.
50. Le PAM renforcera les capacités de ses partenaires au moyen d'activités "Achats au service du progrès"; il acquerra pour ce faire de l'équipement et des installations d'entreposage, formera les organisations de producteurs et les fera bénéficier de son expérience dans des secteurs tels que l'accès au crédit et au marché, la négociation, la passation de marchés, l'entreposage, le conditionnement et le transport.
51. Bien qu'ils fassent partie des priorités du plan de développement économique national, la transformation et l'enrichissement des produits alimentaires sont encore trop peu développés; les producteurs d'aliments enrichis disposent de capacités techniques et commerciales limitées. En partenariat avec le Ministère de la santé et le Groupe de recherche et d'échanges technologiques, le PAM appuiera des projets destinés à renforcer la production locale de farine de sevrage enrichie. L'un des grands partenaires du Gouvernement a baillé des fonds pour l'achat d'équipement de production; les programmes nutritionnels du PAM promouvoir la consommation de ces produits alimentaires. Les programmes du PAM réduiront progressivement le volume de leurs importations d'aliments enrichis et renforceront les achats locaux, ce qui soutiendra les économies locales.
52. La composante 4 viendra en aide à 5 000 petits agriculteurs, membres d'organisations de petits exploitants, membres d'organisations de producteurs ou producteurs d'aliments enrichis.

GESTION, SUIVI ET ÉVALUATION DU PROGRAMME

53. Le suivi et l'évaluation seront adaptés aux diverses modalités d'assistance et au programme de pays afin de permettre une gestion efficace des ressources et l'évaluation des résultats.
54. En collaboration avec les organismes des Nations Unies, le PAM mènera des enquêtes de référence sur la nutrition, l'éducation et la sécurité alimentaire ainsi que des analyses détaillées de la situation; le Programme entreprendra également des études sur les effets de nouveaux produits nutritionnels.
55. Des enquêtes seront menées en vue de rendre compte des résultats; les partenaires seront responsables de la collecte des données sur les produits du programme. Des rapports mensuels feront état du nombre de bénéficiaires aidés, ainsi que des taux de récupération nutritionnelle et de fréquentation scolaire.
56. En 2013, une évaluation à mi-parcours s'attachera à définir dans quelle mesure le programme de pays obtient les résultats escomptés.

57. La direction du programme de pays sera appuyée par un comité de coordination technique composé de représentants des départements ministériels techniques et du PAM. Lorsque le programme de pays prendra fin, le Comité sera chargé d'assurer l'intégration de certaines activités aux programmes de développement nationaux.
58. Dans la mesure du possible, les produits alimentaires seront achetés au niveau local. Les vivres non disponibles en quantité ou qualité suffisantes seront importés. La logistique sera gérée conjointement par le PAM et le Secrétariat permanent aux aides du PAM auprès du Ministère de l'agriculture, de l'hydraulique et des ressources halieutiques.
59. Ce programme de pays marque un changement avec l'adoption d'approches novatrices visant à rechercher des solutions durables au problème de la faim. Si le PAM veut atteindre ses objectifs et permettre au Gouvernement d'assumer certaines fonctions, il lui faudra modifier le profil de son personnel et établir de nouveaux partenariats. Le rôle du PAM sera surtout de conseiller le Gouvernement sur des questions techniques et de politique et d'élargir les partenariats avec les donateurs, les instituts de recherche, les organismes des Nations Unies, les ONG et d'autres organisations.
60. Un programme exécuté conjointement avec la FAO garantira que l'on dispose des compétences spécialisées nécessaires en matière de diversification de la production agricole et d'intrants. Le partenariat renforcé avec l'UNICEF se concentrera sur les priorités nationales que sont l'enseignement primaire et la sensibilisation aux questions nutritionnelles. Le bureau de pays dispose de compétences spécialisées en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, mais des qualifications supplémentaires seront nécessaires en ce qui concerne l'enrichissement des produits alimentaires et la commercialisation des aliments de sevrage.
61. Le programme de pays 200163 sera financé par des contributions multilatérales et par le Gouvernement. Des consultations avec les donateurs sont programmées avec le Ministère de l'enseignement de base et de l'alphabétisation afin de mobiliser des ressources au profit des programmes d'alimentation scolaire. Une stratégie de mobilisation de ressources a été mise en place; le PAM continuera d'acheter des ressources localement. Des consultations régulières avec les donateurs permettront de mesurer les progrès réalisés par rapport aux résultats escomptés.

ANNEXE I-A

BÉNÉFICIAIRES PAR COMPOSANTE ET ALLOCATION DES VIVRES						
	Besoins alimentaires (en tonnes)	Répartition par composante (%)	Nombre de bénéficiaires par année			Part des femmes/filles bénéficiaires (%)
			Femmes/ filles	Hommes/ garçons	Total	
Composante 1 – Appui à l’enseignement primaire	25 153	58,8	94 000	105 000	199 000	47
Enfants recevant des repas scolaires et des rations à emporter dans le cas des filles	25 153	58,8	94 000	105 000	199 000	47
Composante 2 – Appui nutritionnel aux groupes vulnérables	14 738	34,4	344 000	225 000	569 000	60,4
Traitement des enfants âgés de 6 à 59 mois	4 950	12	128 000	123 000	251 000	51
Traitement des femmes enceintes et des mères allaitantes	1 875	4,4	84 000	n/a	84 000	100
Supplémentation alimentaire pour les enfants âgés de 6 à 23 mois	3 120	7,3	89 000	85 000	174 000	51,2
Patients sous antirétroviraux	2 494	5,8	33 000	8 000	41 000	80,5
Orphelins du sida	2 299	5,4	10 000	9 000	19 000	52,6
Composante 3 – Appui à l’économie rurale dans le contexte du changement climatique	2 922	6,8	59 000	56 000	115 000¹	51,3
Bénéficiaires des activités Vivres contre travail et Espèces contre travail	2 922	6,8	59 000	56 000	115 000	51,3
Composante 4 – Renforcement de la chaîne de valeur agricole au moyen d’achats locaux et d’un appui à l’enrichissement et à la transformation des produits alimentaires			3 000	2 000	5 000²	60
TOTAL	42 813	100	499 000	388 000	888 000	56,2

¹ L’appui apporté aux bénéficiaires de cette activité combinera aide alimentaire et transferts monétaires.

² Les bénéficiaires de cette activité ne recevront pas d’aide alimentaire.

ANNEXE I-B

TYPES DE PRODUIT ALIMENTAIRE ET TAILLE DES RATIONS			
Composante	Type de produit alimentaire	Taille des rations/ personne/jour (en grammes)	Apport énergétique (en kcal); % de kcal d'origine protéique
Composante 1 – Appui à l'enseignement primaire			
Enfants recevant des repas scolaires et des rations à emporter dans le cas des filles	Céréales	160	
	Légumineuses	40	
	Huile végétale	20	
	Mélange maïs-soja	60	
	Micronutriments en poudre	0,5	
	Sel	3	
Total		284	1 139/11,5
Composante 2 – Appui nutritionnel aux groupes vulnérables			
Traitement des enfants âgés de 6 à 23 mois	Mélange spécial maïs-soja CSB++	200	
Total		200	840/16
Traitement des enfants âgés de 24 à 59 mois, des femmes enceintes et des mères allaitantes	Mélange maïs-soja	233	
	Huile végétale	15	
Total		248	1 035/15,8
Supplémentation alimentaire pour les enfants âgés de 6 à 23 mois	Mélange spécial maïs-soja CSB++	200	
Total		200	840/16
Patients sous antirétroviraux	Céréales	200	
	Légumineuses	60	
	Mélange maïs-soja	50	
	Huile végétale	15	
Total		325	1 204/13,3
Orphelins du sida	Céréales	200	
	Légumineuses	60	
	Mélange maïs-soja	50	
	Huile végétale	15	
Total		325	1 204/13,3

TYPES DE PRODUIT ALIMENTAIRE ET TAILLE DES RATIONS			
Composante	Type de produit alimentaire	Taille des rations/ personne/jour (en grammes)	Apport énergétique (en kcal); % de kcal d'origine protéique
Composante 3 – Appui à l'économie rurale dans le contexte du changement climatique			
Bénéficiaires des activités Vivres contre travail et Espèces	Céréales	175	
	Légumineuses	50	
	Huile végétale	12,5	
	Espèces	1,25	
Total		238,75	908/11
Composante 4 – Renforcement de la chaîne de valeur agricole au moyen d'achats locaux et d'un appui à l'enrichissement et à la transformation des produits alimentaires			
	n/a	n/a	n/a

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Risques, hypothèses	Ressources requises (en dollars)
Résultats du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement	Indicateurs de résultat du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement		
Effet direct 1 Accélération et pérennisation d'une croissance économique favorable aux pauvres	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux de pauvreté ➤ Profondeur de la pauvreté ➤ Revenu/consommation moyens par ménage et par habitant 	Risques: catastrophes naturelles, situation politique instable Hypothèses: la croissance économique est favorable aux pauvres; la quantité de ressources mobilisées est suffisante; le Gouvernement est déterminé à participer	79 880 000 262 023 000
Effet direct 2 Valorisation du capital humain	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux de mortalité infantile et maternelle ➤ Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans ➤ Prévalence du VIH/sida chez les femmes et les hommes âgés de 15 à 24 ans ➤ Taux de réussite des filles et des garçons à l'école primaire ➤ Taux d'alphabétisation chez les femmes et les hommes de 15 ans et plus 		
COMPOSANTE 1: APPUI À L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE			23 120 822
Objectif stratégique 4: Réduire la faim chronique et la dénutrition			
Effet direct 1 Accroissement de l'accès à l'éducation primaire et valorisation du capital humain	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux annuels et tendances en matière de scolarisation des filles et des garçons dans les écoles primaires bénéficiant de l'aide du PAM ➤ Taux de fréquentation des filles et des garçons dans les écoles primaires bénéficiant de l'aide du PAM, en pourcentage du nombre de jours de présence à l'école ➤ Ratio des inscriptions selon le sexe 	Le Gouvernement appuie fermement la scolarisation universelle	



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Risques, hypothèses	Ressources requises (en dollars)
<p>Produit 1.1</p> <p>Des rations alimentaires de qualité sont distribuées en quantité suffisante aux élèves des écoles primaires bénéficiant de l'aide du PAM</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'élèves ciblés recevant des rations alimentaires, par sexe et en pourcentage du nombre prévu ➤ Tonnes de produits alimentaires distribuées, par type et en pourcentage du volume prévu ➤ Quantité d'aliments enrichis, du volume d'aliments complémentaires et de produits nutritionnels spéciaux distribués, par type et en pourcentage du volume prévu ➤ Quantité d'aliments enrichis, d'aliments complémentaires et de produits nutritionnels spéciaux distribués, par type et en pourcentage du volume effectif 	<p>L'opération reçoit le financement approprié en temps voulu; un nombre suffisant de partenaires soutiennent l'alimentation scolaire</p>	
<p>Produit 1.2</p> <p>La couverture de l'alimentation scolaire est conforme au programme de travail</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'écoles bénéficiant de l'aide du PAM 		
<p>Effet direct 2</p> <p>Amélioration de l'état nutritionnel des élèves des écoles primaires bénéficiant de l'aide du PAM</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Prévalence de l'anémie ferriprive chez les filles et les garçons dans les écoles primaires bénéficiant de l'aide du PAM 	<p>Le Gouvernement et les donateurs maintiennent leur engagement; pas de grand déficit de production alimentaire et pas de flambée infectieuse</p>	
<p>Produit 2.1</p> <p>Des rations alimentaires de qualité sont distribuées en quantité suffisante aux élèves des écoles primaires bénéficiant de l'aide du PAM</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'élèves ciblés recevant des rations alimentaires, par sexe et en pourcentage du nombre prévu ➤ Tonnes de produits alimentaires distribués dans les écoles primaires bénéficiant de l'aide du PAM, par type et en pourcentage du volume prévu ➤ Quantité d'aliments enrichis, d'aliments complémentaires et de produits nutritionnels spéciaux distribués, par type et en pourcentage du volume prévu ➤ Quantité d'aliments enrichis, d'aliments complémentaires et de produits nutritionnels spéciaux distribués, par type et en pourcentage du volume effectif 	<p>L'opération reçoit le financement approprié en temps voulu; elle est soutenue par un nombre suffisant de partenaires et de parties prenantes</p>	



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE			
Résultats	Indicateurs de performance	Risques, hypothèses	Ressources requises (en dollars)
Objectif stratégique 5: Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim			
Effet direct 3 Progrès vers la mise en place d'un programme d'alimentation scolaire administré par le pays	<ul style="list-style-type: none"> ➤ D'ici la fin du programme de pays 200163, une stratégie de transfert des responsabilités est élaborée et mise en œuvre par le Ministère de l'enseignement de base et de l'alphabétisation 	Le Gouvernement maintient son engagement; la situation politique est stable	
Produit 3.1 La stratégie de transfert de responsabilités convenue est en place pour le programme d'alimentation scolaire	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Qualité de la stratégie de transfert des responsabilités convenue entre le PAM et le Ministère de l'enseignement de base et de l'alphabétisation 	Le Ministère de l'enseignement de base et de l'alphabétisation est en mesure d'intégrer les activités au programme national d'alimentation scolaire	
Effet direct 4 Élargissement des cadres politiques nationaux afin qu'ils incorporent un programme d'alimentation scolaire	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage du financement d'augmentation alloué par le Ministère de l'enseignement de base et de l'alphabétisation au programme d'alimentation scolaire 	Le Gouvernement maintient son engagement; la situation politique est stable	
Produit 4.1 Les capacités et la sensibilisation du Ministère de l'enseignement de base et de l'alphabétisation et des partenaires coopérants sont renforcées par des actions du PAM	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de membres du personnel du Ministère de l'enseignement de base et de l'alphabétisation et de partenaires coopérants formés à la conception et à la gestion de programmes d'alimentation scolaire 	Les partenaires et les parties prenantes apportent un soutien approprié	
COMPOSANTE 2: APPUI NUTRITIONNEL AUX GROUPES VULNÉRABLES			15 262 500
Objectif stratégique 4: Réduire la faim chronique et la dénutrition			
Effet direct 5 Amélioration de l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans, des femmes enceintes et des mères allaitantes dans les zones ciblées	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Prévalence du retard de croissance, de l'insuffisance pondérale et de l'émaciation chez les enfants de moins de 5 ans dans les zones ciblées Objectifs <30%, <30% et <8% ➤ Prévalence de l'anémie ferriprive chez les enfants de moins de 5 ans; point de départ 92% Objectif 85% 	La situation sociopolitique reste stable; le Gouvernement et les donateurs maintiennent leur engagement; pas de grand déficit de production alimentaire et pas de flambée infectieuse	



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Risques, hypothèses	Ressources requises (en dollars)
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Prévalence de l'anémie ferriprive chez les femmes enceintes et les mères allaitantes; point de départ 52%, Objectif 45% ➤ Prévalence de la malnutrition chez les mères allaitantes (indice de masse corporelle) dans les zones ciblées; point de départ 15%, Objectif 10% ➤ Taux de récupération par supplémentation alimentaire des enfants de 6 à 59 mois, des femmes enceintes et des mères allaitantes souffrant de malnutrition ayant bénéficié de la supplémentation alimentaire dans les zones ciblées Objectif >70%; alarmant si <50% ➤ Taux de non-réaction à la supplémentation alimentaire chez les enfants de 6 à 59 mois, les femmes enceintes et les mères allaitantes souffrant de malnutrition dans les zones ciblées; Objectif <10% ➤ Taux d'échec de la supplémentation alimentaire chez les enfants de 6 à 59 mois, des femmes enceintes et des mères allaitantes souffrant de malnutrition dans les zones ciblées; Objectif <15%; alarmant si >30% ➤ Taux de mortalité chez les enfants de 6 à 59 mois, les femmes enceintes et les mères allaitantes souffrant de malnutrition et bénéficiant d'une supplémentation alimentaire dans les zones ciblées Objectif <3%; alarmant si >10% 		



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Risques, hypothèses	Ressources requises (en dollars)
<p>Produit 5.1</p> <p>Dans les zones ciblées, des produits alimentaires de qualité sont distribués en quantité suffisante aux enfants de moins de 5 ans et aux femmes en âge de procréer, plus particulièrement aux femmes enceintes et aux mères allaitantes</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de personnes ciblées recevant des produits alimentaires, par catégorie et en pourcentage du nombre prévu ➤ Tonnes de produits alimentaires distribués, par type et en pourcentage du volume prévu ➤ Quantité d'aliments enrichis, d'aliments complémentaires et de produits nutritionnels spéciaux distribués, par type et en pourcentage du volume prévu ➤ Quantité d'aliments enrichis, d'aliments complémentaires et de produits nutritionnels spéciaux distribués, par type et en pourcentage du volume effectif 	<p>L'opération reçoit en temps voulu, de la part des donateurs, le financement nécessaire à l'achat et à l'expédition de produits avant la période de soudure. La mise en œuvre est soutenue par un nombre suffisant de partenaires et de parties prenantes</p>	
<p>Effet direct 6</p> <p>Augmentation du taux de survie des adultes et des enfants infectés par le VIH après 6 et 12 mois de traitement antirétroviral</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage d'adultes et d'enfants infectés par le VIH officiellement sous traitement 6 à 12 mois après le début du traitement antirétroviral 	<p>Le Gouvernement et les donateurs maintiennent leur engagement; pas de grand déficit de production alimentaire</p>	
<p>Produit 6.1</p> <p>Des produits alimentaires sont distribués en quantité suffisante aux patients sous antirétroviraux ciblés</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de personnes ciblées recevant des produits alimentaires, par catégorie et en pourcentage du nombre prévu ➤ Tonnes de produits alimentaires distribués, par type et en pourcentage du volume prévu ➤ Quantité d'aliments enrichis, d'aliments complémentaires et de produits nutritionnels spéciaux distribués, par type et en pourcentage de la quantité prévue ➤ Quantité d'aliments enrichis, d'aliments complémentaires et de produits nutritionnels spéciaux distribués, par type et en pourcentage du volume effectif 	<p>L'opération reçoit en temps voulu, de la part des donateurs, le financement nécessaire à l'achat et à l'expédition des produits avant la période de soudure. La mise en œuvre est soutenue par un nombre suffisant de partenaires et de parties prenantes</p>	

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE			
Résultats	Indicateurs de performance	Risques, hypothèses	Ressources requises (en dollars)
Effet direct 7 Amélioration de l'état nutritionnel des patients sous antirétroviraux ciblés au cours des six premiers mois de traitement	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Prévalence de la malnutrition chez les patients recevant un traitement antirétroviral ciblés 	Le Gouvernement et les donateurs sont mobilisés; pas de grand déficit de production alimentaire et pas de flambée infectieuse	
Produit 7.1 Des produits alimentaires de qualité sont distribués en quantité suffisante aux patients sous antirétroviraux ciblés	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de personnes ciblées recevant des produits alimentaires, par catégorie et en pourcentage du nombre prévu ➤ Tonnes de produits alimentaires distribués, par type et en pourcentage du volume prévu ➤ Quantité d'aliments enrichis, d'aliments complémentaires et de produits nutritionnels spéciaux distribués, par type et en pourcentage du volume prévu ➤ Quantité d'aliments enrichis, aliments complémentaires et de produits nutritionnels spéciaux distribués, par type et en pourcentage du volume effectif 	L'opération reçoit en temps voulu, le financement nécessaire à l'achat et à l'expédition des produits avant la période de soudure; la mise en œuvre est soutenue par un nombre suffisant de partenaires et de parties prenantes	
Objectif stratégique 5: Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim			
Effet direct 8 Progrès vers la mise en place de programmes complets de nutrition et de lutte contre le VIH/sida complets administrés par le pays	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Stratégies de transfert des responsabilités élaborées et mises en œuvre dans le cadre de programmes complets de nutrition et VIH/sida 	Le Gouvernement met en œuvre le programme de croissance accélérée; la situation sociopolitique reste stable et le Gouvernement et les donateurs maintiennent leur engagement pour la mobilisation de ressources	
Produit 8.1 Les stratégies de transfert des responsabilités convenues sont en place en vue de l'exécution de programmes complets nationaux de nutrition et de lutte contre VIH/sida	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre et qualité des stratégies de transfert des responsabilités convenues entre le PAM et le Ministère de la santé 	La mise en œuvre est soutenue par un nombre suffisant de partenaires et de parties prenantes	

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE			
Résultats	Indicateurs de performance	Risques, hypothèses	Ressources requises (en dollars)
COMPOSANTE 3: APPUI À L'ÉCONOMIE RURALE DANS LE CONTEXTE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE			11 762 304
Objectif stratégique 2: Prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets			
Effet direct 9 Mise en place d'un système d'alerte précoce, d'un système de suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition et de plans d'urgence et renforcement de ceux-ci grâce à l'appui du PAM au renforcement des capacités	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Indice de préparation aux catastrophes 	Le Gouvernement et les donateurs maintiennent leur engagement	
Produit 9.1 Des mesures d'atténuation des effets des catastrophes sont en place et sont renforcées grâce à l'appui offert par le PAM en matière de renforcement	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Systèmes de réduction des risques, de préparation aux catastrophes et d'atténuation de leurs effets en place et renforcés, par type 	La mise en œuvre est soutenue par un nombre suffisant de partenaires et de parties prenantes	
Effet direct 10 Pendant la période d'aide, l'amélioration de la consommation de produits alimentaires des ménages ciblés exposés à la faim aiguë	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Score de consommation alimentaire des ménages ➤ Pourcentage des dépenses des ménages consacrées aux produits alimentaires 	Le Gouvernement met en œuvre le programme de croissance accélérée; la situation sociopolitique reste stable et le Gouvernement et les donateurs maintiennent leur engagement	
Produit 10.1 Des produits alimentaires de qualité sont distribués en toute sécurité et en quantité suffisante aux ménages ciblés exposés à la faim aiguë	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de ménages ciblés recevant des produits alimentaires, par catégorie et en pourcentage du nombre prévu ➤ Tonnes de produits alimentaires distribués, par type et en pourcentage du volume prévu ➤ Quantité d'aliments enrichis distribués, par type et en pourcentage du volume prévu ➤ Quantité d'aliments enrichis distribués, par type et en pourcentage du volume effectif 	Le financement est obtenu en temps voulu; la mise en œuvre est soutenue par un nombre suffisant de partenaires et de parties prenantes	



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Risques, hypothèses	Ressources requises (en dollars)
<p>Produit 10.2</p> <p>Des espèces sont distribuées en toute sécurité, en quantité suffisante et en temps voulu aux bénéficiaires ciblés</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de bénéficiaires recevant des espèces en temps voulu, en pourcentage du nombre prévu ➤ Nombre de femmes chefs de famille recevant des espèces, en pourcentage du nombre prévu ➤ Espèces distribuées, en pourcentage de la quantité prévue 	Le financement est adéquat et parvient en temps voulu; la mise en œuvre est soutenue par un nombre suffisant de partenaires et de parties prenantes	
<p>Effet direct 11</p> <p>Réduction des risques de catastrophes sont réduits dans les communautés ciblées</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Score des ménages en termes d'avoirs 	Le Gouvernement met en œuvre le programme de croissance accélérée; la situation sociopolitique est stable	
<p>Produit 11.1</p> <p>Les avoires utilisés pour atténuer les effets des catastrophes sont créés ou restaurés par les communautés ciblées</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Création ou restauration d'avoires utilisés pour réduire les risques et atténuer les effets des catastrophes, par type et unité de mesure 	La mise en œuvre est soutenue par un nombre suffisant de partenaires et de parties prenantes	
Objectif stratégique 5: Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim			
<p>Effet direct 12</p> <p>Progrès vers la mise en place de programmes globaux de développement rural administrés par le pays</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Stratégies de transfert des responsabilités pour le renforcement des capacités des chaînes de valeur agricoles, l'enrichissement et la commercialisation des aliments, et les achats locaux élaborés et mises en œuvre 	Le Gouvernement et les donateurs maintiennent leur engagement	
<p>Produit 12.1</p> <p>Les stratégies de transfert des responsabilités convenues avec le Ministère de l'agriculture sont en place</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre et qualité des stratégies de transfert des responsabilités convenues entre le PAM et le Ministère de l'agriculture 	La mise en œuvre est soutenue par un nombre suffisant de partenaires et de parties prenantes	
<p>Effet direct 13</p> <p>Élargissement des cadres politiques nationaux afin d'intégrer les programmes globaux de développement rural</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage d'augmentation du financement alloué par le Ministère de l'agriculture aux outils de développement rural dans le cadre des plans d'action nationaux 	Le Gouvernement et les donateurs maintiennent leur engagement pour la mobilisation de ressources	

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Risques, hypothèses	Ressources requises (en dollars)
<p>Produit 13.1</p> <p>Les capacités et la sensibilisation du Ministère de l'agriculture et des partenaires coopérants sont renforcées au moyen d'actions organisées par le PAM</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de plans d'action nationaux allouant des crédits budgétaires à des programmes globaux de développement rural ➤ Nombre de membres du personnel du Ministère de l'agriculture et des partenaires coopérants formés au renforcement des capacités des chaînes de valeur agricoles, à l'enrichissement et à la commercialisation des aliments et aux achats locaux 	<p>La mise en œuvre est soutenue par un nombre suffisant de partenaires et de parties prenantes</p>	
<p>COMPOSANTE 4: RENFORCEMENT DES PRODUITS ALIMENTAIRES DE LA CHAÎNE DE VALEUR AGRICOLE AU MOYEN D'ACHATS LOCAUX ET DE L'ENRICHISSEMENT ET DE LA TRANSFORMATION DES PRODUITS ALIMENTAIRES</p>			
<p>Objectif stratégique 4: Réduire la faim chronique et la dénutrition</p>			
<p>Effet direct 14</p> <p>Accroissement de la capacité de production d'aliments enrichis, y compris d'aliments de supplémentation et de produits nutritionnels spéciaux produits dans le pays avec l'appui du PAM</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage d'augmentation de la production d'aliments enrichis, y compris d'aliments de supplémentation et de produits nutritionnels spéciaux, appuyée par le PAM 	<p>Le Gouvernement met en œuvre le programme de croissance accélérée, la situation sociopolitique reste stable et le Gouvernement et les donateurs maintiennent leur engagement pour la mobilisation de ressources. Pas de grand déficit de production alimentaire ni de crise du marché.</p>	
<p>Produit 14.1</p> <p>Des aliments enrichis de qualité produits localement sont distribués en toute sécurité et en quantité suffisantes aux enfants de moins de 5 ans, aux femmes en âge de procréer notamment les femmes enceintes et les mères allaitantes, aux patients sous antirétroviraux et aux orphelins ciblés</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de personnes ciblées recevant des aliments enrichis produits localement, par catégorie et en pourcentage du nombre prévu ➤ Quantité d'aliments enrichis produits localement, d'aliments complémentaires et produits nutritionnels spéciaux distribués, par type et en pourcentage de volume prévu ➤ Quantité d'aliments enrichis produits localement, d'aliments complémentaires et produits nutritionnels spéciaux distribués, par type et en pourcentage du volume effectif 	<p>L'opération reçoit le financement adéquat des donateurs à temps pour l'achat et l'expédition des produits avant la période de soudure.</p> <p>La mise en œuvre est soutenue par un nombre suffisant de partenaires et de parties prenantes</p>	



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

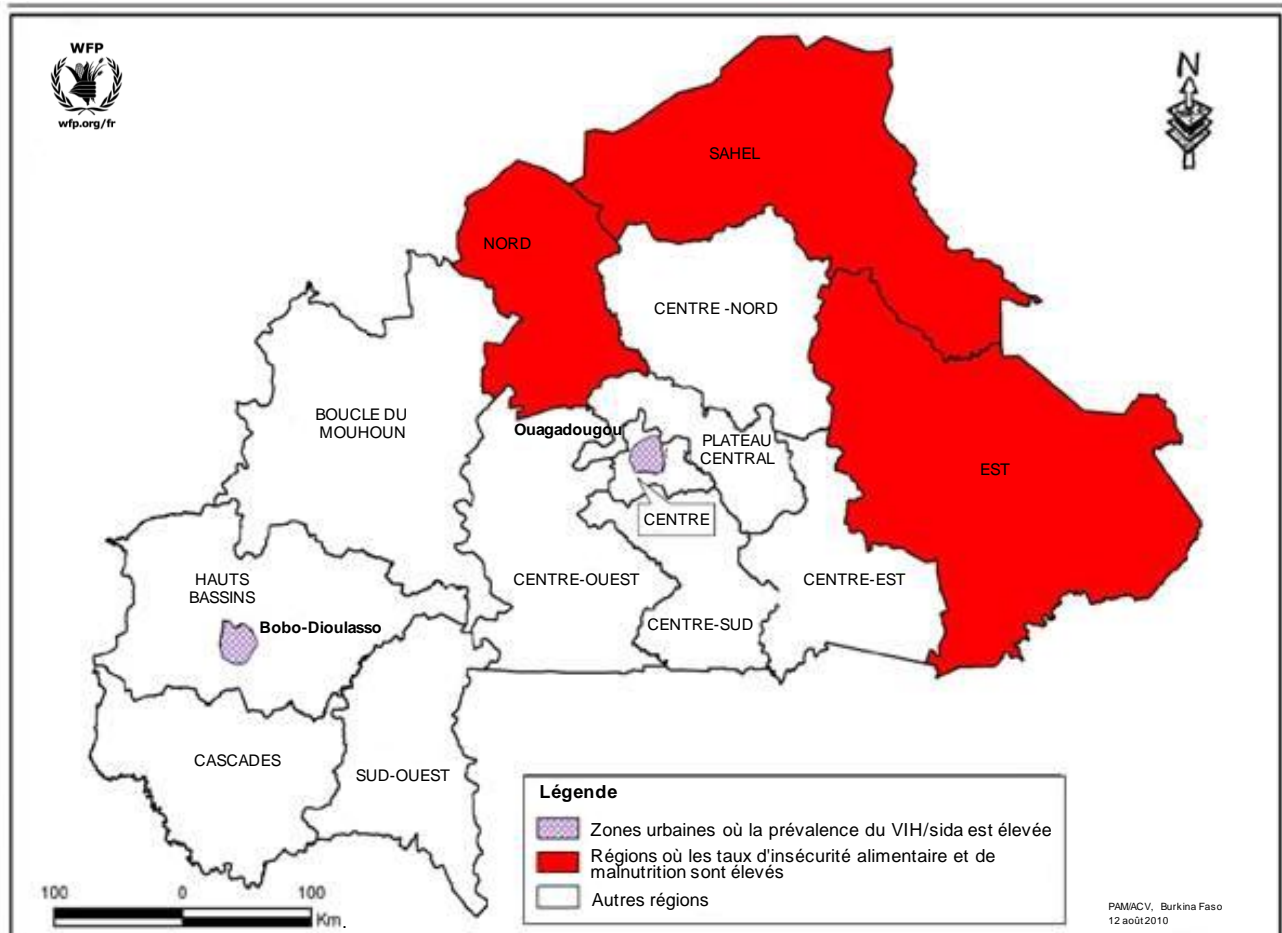
Résultats	Indicateurs de performance	Risques, hypothèses	Ressources requises (en dollars)
Objectif stratégique 5: Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim			
Effet direct 15 Augmentation des débouchés commerciaux au niveau national et rentabilité des achats locaux du PAM	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Produits alimentaires achetés localement, en pourcentage des produits distribués 	Le Gouvernement met en œuvre le programme de croissance économique accélérée, la situation sociopolitique reste stable et le Gouvernement et les donateurs maintiennent leur engagement. Pas de grand déficit de production alimentaire ni de crise du marché.	
Produit 15.1 Les produits alimentaires sont achetés au niveau local	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Tonnes de produits alimentaires achetés au niveau local, par type et classification du pays ➤ Produits alimentaires achetés au niveau local, en pourcentage du total acheté 	L'opération bénéficie du financement nécessaire en temps voulu. Pas de grand déficit de production alimentaire ni de crise du marché.	

ANNEXE III: SOMMAIRE DU BUDGET (en dollars)

	Composante 1	Composante 2	Composante 3	Composante 4	Total
Produits alimentaires (en tonnes)	25 153	14 738	2 922	–	42 813
Produits alimentaires	10 023 144	11 011 729	1 095 225	–	22 130 098
Transferts monétaires	–	–	6 018 750	–	6 018 750
Total produits alimentaires, par composante	10 023 144	11 011 729	7 113 975	–	28 148 848
Transport extérieur	740 792	426 897	87 891	–	1 255 580
Transport terrestre, entreposage et manutention	3 961 062	2 320 921	460 153	–	6 742 136
Autres coûts opérationnels directs	2 100 709	1 210 578	249 237	131 500	3 692 024
Coûts d'appui directs	3 659 270	2 108 732	434 151	1 000 000	7 202 153
Total coûts directs d'appui au projet	20 484 978	17 078 858	8 345 406	1 131 500	47 040 741
Coûts d'appui indirects	1 433 948	1 195 520	584 178	79 206	3 292 852
COÛT TOTAL POUR LE PAM	21 918 926	18 274 378	8 929 584	1 210 705	50 333 593

ANNEXE IV

Régions ciblées par le programme de pays Burkina Faso 200163 (2011-2015)



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE DOCUMENT

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement
IRD	Institut de recherché pour le développement
ONG	Organisation non gouvernementale
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance